



45e Assemblée Générale de l'AIMF, Hué, Vietnam

Villes innovantes, villes intelligentes : regards croisés dans l'espace francophone

Compte-rendu de la conférence

Dimanche, 27 avril 2025, de 8h30 à 10h30

Avec le soutien financier de la Commission Européenne



1. Présentation de la conférence

Les défis auxquels les villes doivent faire face aujourd'hui sont nombreux et inédits. Si les contextes urbains et les priorités diffèrent entre villes des Nords et villes des Suds, la gouvernance urbaine doit dans tous les cas pouvoir s'adapter et s'organiser. L'accès universel et l'optimisation aux services urbains, ou encore l'adaptation au changement climatique, notamment la préparation et réponse aux situations d'urgence, posent aujourd'hui de nombreux défis, et il s'agit désormais de s'organiser afin d'optimiser les ressources du territoire, et ce faisant, s'adapter au changement climatique, préserver la vivabilité des espaces urbains et développer de manière durable l'économie des territoires est désormais central.

Dans cette perspective, diverses approches de gouvernance territoriale émergent. Villes intelligentes, villes innovantes, villes vertes : ces approches ont en commun le besoin de faire travailler ensemble les acteurs de l'urbain – secteur public, privé, académique, société civile – afin d'élaborer et trouver de nouvelles manières d'agir et faire la ville, ensemble. Les outils numériques offrent à cet égard de nombreuses opportunités d'accélération de la communication et de la circulation des données. Les outils digitaux peuvent par exemple contribuer à l'optimisation des ressources grâce à la création et l'analyse de données urbaines en temps réel, ou encore la mise en place de services urbains intégrés.

En Asie du Sud-Est, l'innovation par le numérique, et l'approche « Smart City », est largement promue par Singapour, au sein du ASEAN Smart City Network, et s'incarne de manière différente au sein des villes membres du Réseau Régional de l'AIMF en Asie du Sud-Est (RVASE). La grande majorité ont développé des Stratégies Intelligentes, qui recouvrent de nombreux aspects urbains – du des infrastructures numériques à l'aménagement durable du territoire – mais s'interrogent encore quant à la mise en opération de ces stratégies.

Organisée en collaboration avec le Réseau Régional de l'AIMF en Asie du Sud-Est, cette conférence a exploré les interactions entre le soutien à l'innovation et la mise en place d'un environnement propice aux approches et outils dit « intelligents ». Réunissant politiques et techniciens des villes membres et villes associées de l'AIMF, les échanges ont permis de croiser les regards sur les processus de planification, de gouvernance et de mise en œuvre des stratégies intelligentes dans plusieurs villes francophones, notamment en Asie et en Afrique.

2. Qu'est-ce qu'est une ville intelligente ?

Monsieur SENG Vannak, Vice-Gouverneur de Phnom Penh, Cambodge a introduit le concept de Ville intelligente et posé les cadre des échanges de la session.

Une ville intelligente est d'abord une ville humaine, c'est-à-dire une ville qui place ses habitants au centre de sa transformation, qui fait appel à l'intelligence collective pour mieux répondre aux besoins du territoire. Ce n'est pas un modèle à importer. Une ville intelligente et innovante ne ressemble donc pas à une autre : les contextes urbains et les priorités diffèrent, d'un pays à l'autre, et entre villes des Nords et villes des Suds.

C'est une vision qui se construit, collectivement, sur la base de nos réalités. Cette vision ne pourra se concrétiser que si les autorités locales sont reconnues, soutenues, et renforcées dans leur capacité à agir. Pour cela, il faut une gouvernance claire, structurée, engagée, et c'est ici que les autorités locales ont un rôle clé à jouer. Premiers acteurs de cette transformation, ce sont les collectivités qui aménagent, qui planifient, qui délivrent les services de base, qui coordonnent les initiatives sur le terrain. Leur incombent à ce titre une double responsabilité : celle de donner une vision, et celle de mobiliser les moyens humains et financiers pour la mettre en œuvre.

Il propose de distinguer trois dimensions complémentaires pour caractériser une ville comme intelligente :

1. Le déploiement technologique, c'est-à-dire l'installation d'infrastructures numériques, de capteurs, de plateformes de données. Ce travail doit s'effectuer main dans la main avec l'Etat.
2. Les usages : la technologie n'a de sens que si elle est utilisée de manière pertinente face aux défis que les territoires et les villes doivent relever.
3. La gouvernance : une ville ne devient intelligente que si les acteurs qui la composent – collectivités, citoyens, entreprises, chercheurs – travaillent ensemble, partagent les informations, co-construisent des solutions. L'action publique, même à l'échelle locale, fonctionne souvent en silo : l'intelligence réside donc aussi dans la mise en commun des efforts des administrations locales.

L'expérience de Phnom Penh illustre bien cette approche. Depuis plusieurs années, la ville s'est engagée dans un processus de transformation numérique. Une Feuille de Route Smart City, élaborée avec le soutien de l'AIMF, est adopté en 2020 et a permis de structurer la vision *smart*, de fixer des priorités, et de s'engager avec des partenaires dans une démarche commune.

Nous avons lancé plusieurs projets concrets, et notamment le Smart City Hub, une plateforme collaborative qui agira comme catalyseur des énergies entre la municipalité et l'ensemble des parties prenantes pour accompagner l'émergence de projets urbains innovants. La ville a déjà lancé depuis 10 ans la mise en place d'un système intelligent de gestion du trafic, basé sur l'analyse en temps réel des flux de circulation grâce à des caméras et capteurs installés dans toute la ville.

Mais au-delà des technologies, il est constaté que la réussite de ces projets dépend largement des modes de fonctionnement internes de nos administrations. Et le constat est clair : il faut adopter de nouvelles manières de travailler, plus transversales, plus souples, plus ouvertes à la coopération. Cela demande du temps, des ressources, et une volonté forte des autorités locales. Et pour cela, une stratégie localisée, réaliste et adaptée au contexte local. Car il n'y a pas une seule manière d'être "intelligent". Ce qui fonctionne à Namur ou à Tunis ne peut être simplement copié à Phnom Penh ou à Siem Reap, et c'est toute l'importance de ces moments d'échange d'expérience.

3. Quelles stratégies adoptent les villes francophones pour devenir intelligentes et innovantes ?

Modération : M. NGO Trung, Secrétaire Général de l'Association des Villes du Vietnam

Le développement du digital dans toutes les sphères de l'urbain crée des évolutions de facto dans la gouvernance urbaine et amène les autorités locales à l'inclure afin d'accompagner au mieux leurs territoires. Portées par les concepts de ville intelligente, les autorités sont amenées à développer des stratégies pour inclure le numérique et soutenir l'innovation. Se pose dès lors la question de la déclinaison et l'adaptation de ces concepts à chaque territoire, notamment à travers le degré de digitalisation des solutions pensées au regard des défis. Au regard des différents degrés de décentralisation, comment les villes sont-elles en mesure d'organiser une démarche « intelligente » au service de leur territoire ? Quels en sont les processus d'élaboration ? Quels en sont les modalités de mise en œuvre ?

Hué, Vietnam : Numérique citoyen et participation active

Monsieur NGUYỄN DƯƠNG ANH, Directeur adjoint du Service des Sciences et de la Technologie de la ville de Hué

La ville de Hué a adopté une approche innovante de la Smart City, fondée sur le concept "Smart Cities et Smart Citizens". Guidée par une résolution du Parti Communiste, qui en fait une priorité politique, cette vision repose principalement sur le développement d'infrastructures numériques et de plateformes connectées impliquant les citoyens, les entreprises et les autorités publiques.

La ville a notamment conçu une application numérique, actuellement dans sa troisième version, qui relie les différents acteurs urbains. Rassemblant plus d'un million de comptes citoyens, ce réseau constitue un canal d'information, de consultation et de participation active à la gouvernance locale. L'application "Hué S" permet aux habitants de signaler des problèmes urbains en temps réel, d'accéder à leurs informations fiscales et de consommation (eau, électricité, internet), et de recevoir des alertes en cas de crise — comme cela fut le cas pendant la pandémie.

Bien que ces technologies soient mises en place par le secteur privé, leur efficacité dépend fortement de la gestion publique et de l'implication citoyenne. En effet, la réussite de cette approche repose sur la coopération entre les différents départements de l'administration et la décentralisation des responsabilités publiques. Une ville ne peut devenir "smart" sans la participation active de ses citoyens. Pour cela, Hué met en œuvre des formations et des campagnes d'information afin de sensibiliser les habitants aux outils numériques. L'objectif est de faire du numérique un levier d'inclusion, de transparence et de modernisation de la gestion urbaine.

Siem Reap, Cambodge : la Stratégie Smart City de la ville, son élaboration et sa mise en œuvre à travers le Bureau Smart City

SE, M. Kimleang ING, Vice-Gouverneur de Siem Reap

La ville de Siem Reap, destination touristique majeure du Cambodge, s'engage dans une transformation visant à devenir plus verte, écologique et agréable à vivre. Consciente que son attractivité repose sur la qualité de l'environnement urbain, la ville a développé, en collaboration avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), une feuille de route Smart City à l'horizon 2035. Cette stratégie vise à moderniser les infrastructures de manière durable tout en renforçant la sécurité et le confort pour les habitants et les millions de visiteurs qu'elle accueille chaque année.

Pour concrétiser cette vision, un comité Smart City et un consortium multipartite réunissant les secteurs public, privé et académique ont été créés. Plusieurs projets pilotes ont été lancés, notamment dans les domaines de la mobilité urbaine, du stationnement intelligent, et de la numérisation des démarches administratives. Le numérique est perçu comme un levier de gouvernance efficace et moderne, mais son déploiement doit être strictement encadré par les autorités locales pour garantir l'intérêt général. La collaboration avec les communes (sangktats) est également renforcée afin d'assurer une meilleure qualité de service aux habitants comme aux touristes.

La participation active du secteur privé est essentielle à la réussite de cette transition, mais elle doit s'inscrire dans un cadre réglementaire clair et national. L'approche smart de Siem Reap vise ainsi à transformer les pratiques administratives en favorisant l'innovation et la convergence entre acteurs publics et privés. L'objectif est de renforcer la qualité du service public, tout en mobilisant les ressources nécessaires pour assurer une mise en œuvre durable et adaptée au contexte local.

Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC) : l'inclusion numérique dans la gouvernance locale

Monsieur Abdellah Ghazi, Maire de Tiznit, Député parlementaire et membre du Bureau exécutif de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPCC)

Le concept de ville intelligente, bien que souvent galvaudé, reste pertinent et doit continuer à faire l'objet de débats, en particulier pour les acteurs locaux. Dans le contexte marocain, où la vie urbaine est ancienne et bien ancrée, il n'existe pas de stratégie nationale unique pour les Smart Cities, mais plutôt une diversité d'initiatives portées par le ministère de l'Intérieur et les autorités locales. Les enjeux sont multiples : inclusion numérique, équilibre entre technologie de pointe et accessibilité, et gouvernance participative. Les élus locaux adoptent différentes postures face à ces enjeux — certains expérimentent ou découvrent, d'autres restent prudents, notamment en matière de cybersécurité.

Une approche réaliste et adaptée à chaque territoire est nécessaire. En effet, le Maroc, urbanisé à plus de 63 %, fait face à des défis liés au manque de moyens, aux inégalités territoriales et à la difficulté d'aligner les priorités politiques avec les mandats électifs. Il rappelle qu'une ville ne devient pas intelligente par la simple accumulation de technologies, mais par la qualité de sa gouvernance, l'implication citoyenne, et la capacité à former et mobiliser les acteurs locaux.

À Tiznit, plusieurs projets incarnent cette vision : une plateforme participative permettant à la population de suivre les projets municipaux, un tiers-lieu mêlant écologie, culture et entrepreneuriat, et un technoparc dédié aux jeunes porteurs de projets liés à la connectivité et à l'innovation locale. Ces initiatives montrent que la ville intelligente peut être un levier de valorisation du patrimoine et de l'innovation sociale, à condition d'être conçue de manière inclusive et contextuelle.

Question / réponse :

- ⇒ Quel modèle économique est recommandé afin de permettre la durabilité des approches ou des outils intelligents ? quels sont les pièges à éviter ?

La question du modèle économique n'a pas de réponse précise, car à chaque ville de trouver le modèle le plus pertinent aux vues de ses besoins et ses capacités humaines et financières. Le piège principal à éviter identifié par les panelistes est la question du public, c'est-à-dire ne pas oublier pour qui et quoi cette démarche est mise en œuvre. Aussi, la question de l'inclusion des usagers, c'est-à-dire la capacité des habitants à se saisir des outils intelligents développés est centrale : comment faire lorsque les populations ne savent pas utiliser un smart phone par exemple ? Ces difficultés sont partagées à travers le monde, du Bénin à la Suisse.

Conclusions

Les échanges ont mis en lumière une diversité d'approches et une maturité croissante des collectivités dans leur appropriation des enjeux numériques. La ville intelligente n'est pas un modèle unique, mais une démarche évolutive ancrée dans les réalités locales.

- Les collectivités sont des acteurs moteurs de la transition numérique.
- La technologie ne suffit pas : l'intelligence collective, l'inclusion, la gouvernance partagée sont essentielles.
- L'enjeu est d'articuler innovation technologique, sociale et institutionnelle pour répondre aux besoins des citoyens.

4. Mettre en commun pour innover : des espaces et des outils dédiés à la collaboration

Modération : M. Nicolas Maïnetti, Professeur des Universités de France, Directeur Régional de l'Agence Universitaire de la Francophonie Asie-Pacifique

La collaboration et la mise en commun est une des clés pour la mise en place d'une dynamique d'innovation : les villes, faisant face à de nombreux défis d'une ampleur inédite, doivent redoubler de créativité pour s'adapter, à la fois du point de vue de la qualité de vie de tous les résidents et usagers de la ville, mais également d'un point de vue de gouvernance, et s'engagent dans des démarches d'association des acteurs urbains. A ce titre, nombreuses autorités locales se sont engagées dans la mise en œuvre de politiques publiques innovantes en matière de soutien à l'innovation et la digitalisation de la ville et ses services. En parallèle

aux efforts de développement des infrastructures numériques, cet engagement s'incarne de manières variées, comme la création de lieux physiques de dialogue, de collaboration et de pédagogie pour faciliter les rencontres entre secteur privé, public, académique ou de la société civile; le soutien au développement d'interfaces d'échanges d'informations avec les citoyens et usagers pour faciliter le paiement des services urbains, la circulation d'informations municipales ou encore permettre le signalement de problèmes avec les infrastructures ou services urbains; ou encore l'ouverture et la coordination des producteurs de données publiques avec la mise en place de démarches Open Data, permettant ainsi l'ensemble des acteurs urbains d'ancrer leurs projets dans une analyse la plus proche possible de la réalité du territoire. Dans quelles mesures la Ville peut-elle jouer le rôle de catalyseur et d'accélérateur de l'écosystème de l'innovation urbaine ? Comment les autorités locales accompagnent et structurent l'émergence d'une dynamique collaborative axée vers l'innovation et le développement de solutions intelligentes pour répondre aux défis auxquelles elle doit faire face ? Comment les autorités locales accompagnent les dynamiques collaboratives ?

Namur, Belgique : Namur Intelligent et Durable – le NID

Mme Charlotte BAZELAIRE, Bourgmestre de Namur, Belgique

La ville de Namur, en Belgique, fait face à des défis majeurs comme beaucoup d'autres villes : crise climatique, gestion de l'eau, mobilités complexes et perte de repères citoyens. Face à ces enjeux, Namur a choisi de ne pas subir, mais de stimuler l'innovation territoriale en misant sur la collaboration. C'est dans cette optique qu'a été créé le NID (Namur Intelligent et Durable), un lieu consacré à la transition écologique et à l'implication citoyenne. Véritable outil pédagogique et participatif, le NID permet de comprendre les transformations urbaines et d'exploiter les technologies numériques pour mieux agir. Il offre également un soutien à la décision pour les autorités locales comme pour les citoyens.

Le NID est né d'un partenariat avec de nombreux acteurs locaux et européens, notamment le Bureau économique de la province, le Fonds FEDER, des écoles d'architecture, des studios graphiques et des associations citoyennes. Le lieu propose une multitude d'activités : conférences sur l'intelligence artificielle, la ville de demain ou encore le lien intergénérationnel, ateliers pour tous les âges, expositions permanentes et temporaires. Parmi les outils disponibles, on retrouve un jumeau numérique que les citoyens peuvent consulter pour évaluer l'isolation thermique de leur logement ou visualiser leur exposition solaire, ainsi que des visites virtuelles de projets urbains et des outils de planification permettant d'anticiper les zones inondables ou constructibles.

Malgré les succès — notamment une forte fréquentation par les scolaires, les personnes âgées, le public professionnel et touristique —, plusieurs défis persistent : l'aménagement du site, les coûts de fonctionnement (11 millions d'euros pour la création, auxquels s'ajoutent les dépenses de mise à jour), ainsi que les défis humains et politiques liés à la continuité entre générations d'élus. Une des principales leçons retenues est l'importance d'impliquer les citoyens dès le début du projet pour garantir son appropriation et sa pérennité. Le NID illustre ainsi comment une ville peut associer modernité, participation et valorisation du patrimoine pour relever les défis contemporains.

Preah Sihanouk, Cambodge : la gestion « intelligente » de la circulation motorisée en ville

Mme NAY Sally, Directrice adjointe de l'Administration Provinciale de Preah Sihanouk

L'approche Smart City à Sihanoukville, au Cambodge, vise à transformer la province de Preah Sihanouk en un centre urbain durable, inclusif et technologiquement avancé. Elle est structurée en six grands domaines stratégiques (Gouvernance numérique, Économie numérique, Vie intelligente, Mobilité intelligente, Gestion intelligente des déchets et Gestion intelligente de l'environnement) qui constituent les piliers du Plan d'action Preah Sihanouk Smart City (2024-2028). Malgré des progrès notables, le projet est confronté à des défis tels que les limites de l'infrastructure, les pressions environnementales et les lacunes en matière de coordination institutionnelle et de capacité technique. Néanmoins, le projet pilote de Sihanoukville constitue une étape cruciale dans le parcours du Cambodge vers la transformation urbaine intelligente.

A ce jour, deux projets pilotes sont en cours de mise en œuvre, dont le projet Smart Parking. Visant la réduction des embouteillages, un système de stationnement soutenu par une application de stationnement intelligent qui facilite la navigation, le paiement et le respect de la loi va voir le jour. C'est le 1^{er} projet au Cambodge qui met en œuvre un Partenariat Public-Privé au Cambodge, tels qu'organisé par le Ministère de l'Economie et des Finances Cambodgien. Ce projet incarne donc une nouvelle manière de l'action publique de se déployer sur son territoire.

Tunis, Tunisie : La Fabrique de la Ville

M. Karim El-Ouerdani, Directeur des Programmes, Conseiller Stratégie-Suivi et Evaluation, Fédération Nationale des Communes Tunisiennes

La ville de Tunis, capitale administrative, politique et économique de la Tunisie, forte de ses 2,7 millions d'habitants, s'engage depuis 2019 dans une réflexion territoriale ambitieuse pour répondre aux défis urbains contemporains. Face à la croissance urbaine non maîtrisée, à la congestion routière et aux problèmes environnementaux, la municipalité cherche à promouvoir un développement urbain intelligent, fondé sur l'innovation, la mixité sociale, la coordination des acteurs urbains, et le renforcement de l'attractivité du territoire. Dans ce cadre, *La Fabrique de la Ville* a été lancée comme un espace collaboratif et expérimental, destiné à favoriser l'émergence de solutions locales, portées par les citoyens, les chercheurs, les entrepreneurs et les acteurs institutionnels.

La Fabrique de la Ville a pour objectif de créer un véritable écosystème d'innovation locale, à travers l'incubation d'entreprises, l'organisation d'événements (ateliers, débats, hackathons), et le développement d'outils numériques à disposition du public. Elle offre des postes de travail connectés, un appui technique aux entrepreneurs, et vise à orienter les projets vers des défis concrets : gestion des déchets, circuits courts, mobilité, éducation citoyenne, etc. Le projet repose sur une gouvernance multi-partenariale impliquant la municipalité, l'État, des bailleurs comme l'AIMF, la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes, ainsi que des acteurs du quartier. Toutefois, plusieurs défis persistent : garantir l'accessibilité à tous, assurer un modèle économique durable, combiner la souplesse nécessaire à l'entreprise et la cadre administratif tunisien, et mobiliser les

compétences nécessaires au sein de la municipalité, souvent en collaboration avec des associations.

Ce projet s'inscrit dans un écosystème tunisien dynamique mais fragmenté. Le pays compte une trentaine d'espaces collaboratifs, 300 start-ups labellisées (surtout dans les TIC et l'éducation), et une forte implication du secteur privé et académique. Cependant, les initiatives manquent de coordination, les partenariats public-privé restent à structurer, et l'accès aux données reste limité, freinant le développement du marché local. La Fabrique de la Ville soulève ainsi des questions cruciales sur le rôle des autorités locales : comment animer, coordonner et garantir la durabilité de ces mécanismes ? La réussite de cette vision dépendra d'une stratégie partagée, d'une infrastructure connectée solide, de l'engagement citoyen et de partenariats innovants, soutenus par un cadre institutionnel plus stable.

Questions

- ⇒ Au sein des plateformes de mise en commun et des projets présentés, y-a-t-il des collaborations avec le secteur universitaire ?
 - C.B : Namur est une ville universitaire, donc c'est très important de pouvoir intégrer les universités en tant qu'acteur du territoire. Plus largement, il faut s'assurer de l'accès des jeunes au NID.
 - N.S : Dans le cas du projet pilote du Smart Parking de Preah Sihanouk, des étudiants en stage ont été intégré dans l'équipe en charge de la réalisation des études préparatoires.
 - K.E : Plusieurs universités et écoles d'ingénieur sont associées à la Fabrique de la Ville, notamment au sein des instances de gouvernance (groupes de travail et comité de pilotage). Ensuite, la Fabrique de la Ville, et plus largement les autorités municipales, s'appuient sur les ressources et les capacités / expertise universitaire dans des domaines spécifiques. Accueil de stagiaires et de chercheurs. La Ville a besoin de compétences. Sur les déchets, sur l'eau.
- ⇒ Les universités jouent un rôle central dans la production et l'analyse des données du territoire (ont les moyens et les méthodes pour le faire), notamment dans les villes du sud, ainsi qu'en tant que lieu de naissance des start-ups. L'aspect financier des outils intelligents se pose, et là encore les universités peuvent avoir des solutions à proposer aux autorités locales. Les partenariats entre Universités et Autorités Locales existent mais sont faibles : comment faire pour développer ces partenariats ?
 - K.E : Dans le cadre de la Fabrique de la Ville à Tunis, plusieurs universités et écoles d'ingénierie sont intégrés au comité de pilotage et aux groupes de travail.
 - Frédéric Vallier : cette question sera explorée plus en profondeur lors du prochain congrès de l'AIMF en 2026 à Casablanca, Maroc.

Conclusion

Au cours des deux heures d'échanges, les intervenants, les modérateurs et les participants ont mis en lumière la richesse et la diversité des approches en matière de villes intelligentes au sein du monde francophone. Cette notion met en lumière les dynamiques globales du territoire, et notamment ses dichotomies. La question de la gouvernance est centrale, et doit s'accompagner de questionnements et d'explorations de manière de mettre en application les concepts de la ville intelligente.

Confrontées à des défis croissants – urbanisation rapide, inégalités territoriales, manque de ressources techniques et humaines, coordination institutionnelle complexe – les autorités locales jouent un rôle central pour impulser, structurer et incarner les dynamiques d'innovation urbaine nécessaire pour mettre en œuvre la ville intelligente.

Les expériences partagées, de Phnom Penh à Namur, en passant par Hué, Tunis, ou Siem Reap, illustrent des solutions concrètes déjà mises en œuvre : plateformes numériques de participation citoyenne, hubs d'innovation territoriale, partenariats public-privé encadrés, applications mobiles facilitant les services urbains, et espaces collaboratifs de co-construction des politiques publiques. Ces démarches ont en commun de replacer l'humain au cœur de la transformation numérique et de miser sur la transversalité, l'écoute et l'expérimentation locale.

Pour aller plus loin, plusieurs pistes méritent d'être explorées collectivement. Il s'agit notamment de renforcer les coopérations entre villes, universités et acteurs économiques pour créer un écosystème cohérent d'innovation ; de structurer des modèles économiques durables adaptés aux capacités locales ; de promouvoir des cadres réglementaires souples mais protecteurs, et de consolider la formation des agents publics et des citoyens. La mutualisation des connaissances, des outils et des données – dans une logique d'open data et d'intelligence collective – constituera également un levier essentiel pour accélérer la transition vers des villes plus résilientes, inclusives et durables.

Dans un monde en constante mutation, les collectivités locales ne sont pas de simples exécutantes : elles sont les architectes de la ville intelligente, capables d'adapter les ambitions globales aux réalités locales. Il revient à elles, soutenues par leurs partenaires, de faire de l'innovation un vecteur de cohésion, d'équité et de développement pour tous.